

# La dépense informatique des administrations publiques en France

---

L'impact de la refonte des politiques publiques en question ?

Anne-Marie Abisségué

[www.idc.com](http://www.idc.com)

# Les organisations du secteur public en place en France

## L' administration centrale 3 000 organisations

- Les ministères
- Les services centraux et délégations régionales des ministères

## L' administration locale 95 000 organisations

- Les mairies
- Les conseils généraux (CG)
- Les conseils régionaux (CR)
- Organismes rattachés aux communes, CG et CR

## 928 EPN en France

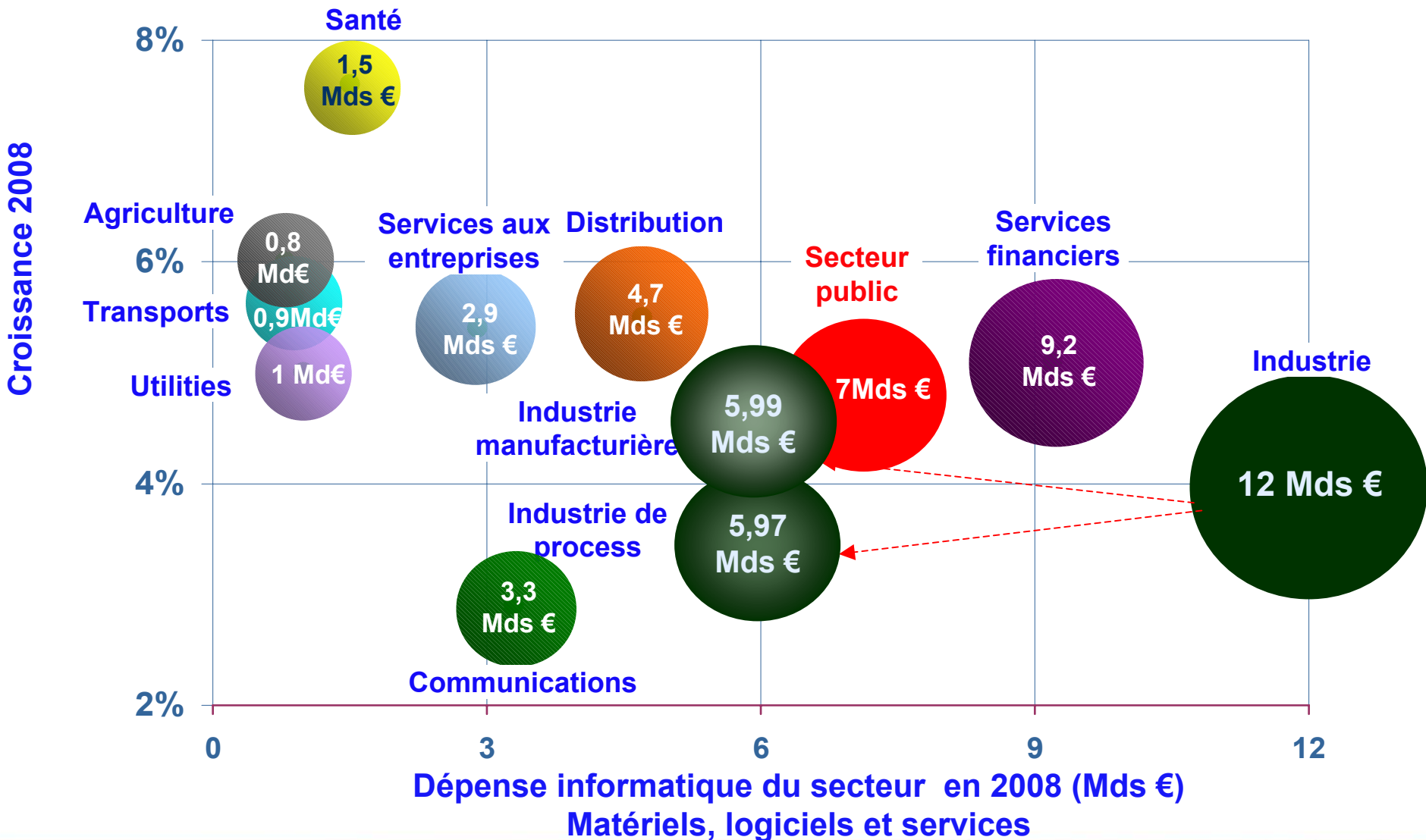
- EPA
- EPST
- EPE
- EPSCP
- EPAVN
- EPIC
- EPLEFP
- EPNFP

- Écoles Publiques primaires
- Écoles Publiques secondaires
- Établissements publics supérieur

## L' éducation publique 12 200 établissements

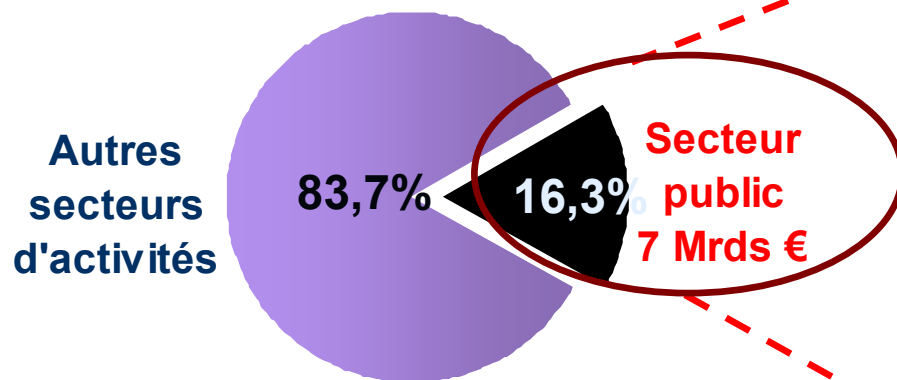
# La dépense informatique du secteur public : quelques chiffres clés

# Le troisième marché de la dépense informatique en France

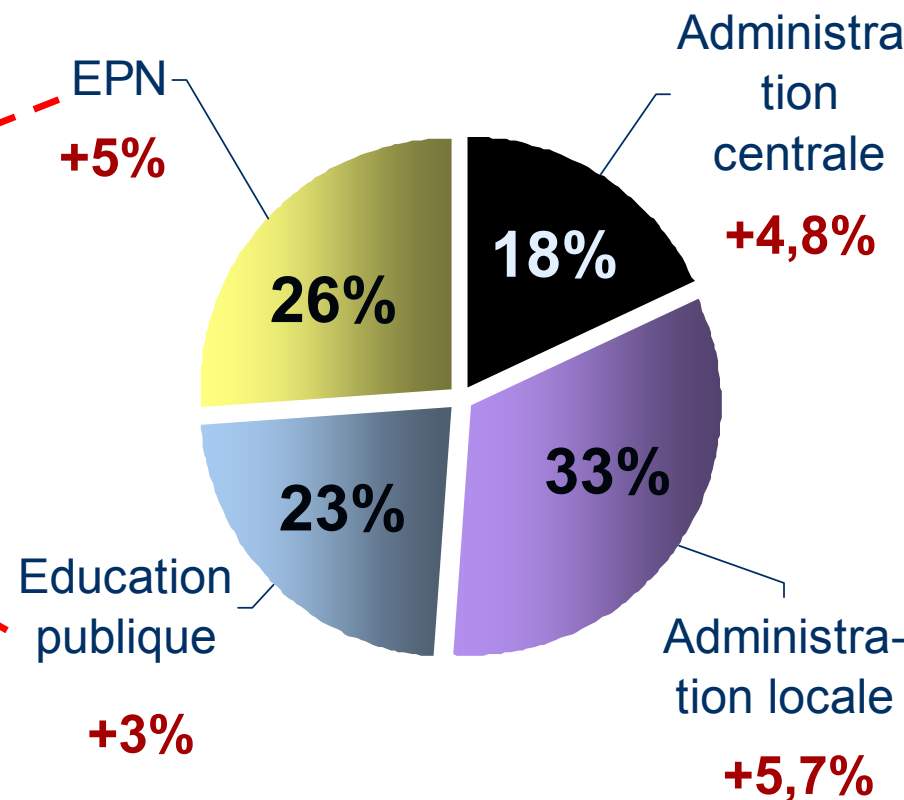


# Poids du secteur public dans la dépense informatique totale en France

## Poids du secteur public dans la dépense informatique professionnelle totale en 2008



## Poids des postes d'investissement IT 2004



**Une constante !!**

**le développement de l'informatique dans le secteur public a toujours été porté par la réforme ....**

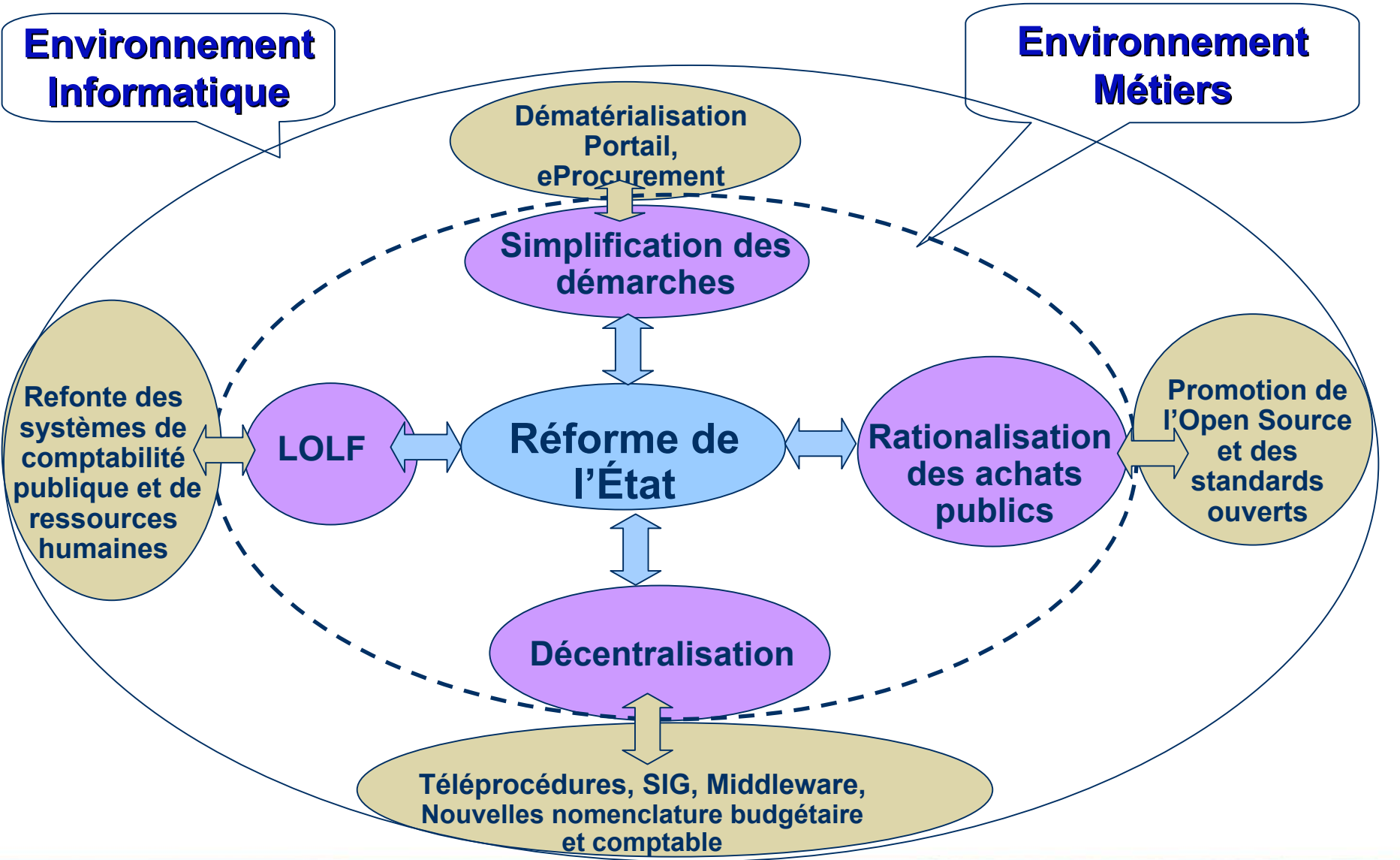
- **Des missions en mutation**

- Un État régulateur moins gestionnaire
- Transfert de ses missions aux institutions communautaires et aux collectivités locales
- Les exigences des citoyens se renforcent

- **Une contrainte majeure**

- Un niveau très élevé de la dépense publique – environ 54% du PIB Français
- La contrainte budgétaire qui pèse sur les finances publiques s'alourdit, les dépenses de personnel absorbent aujourd'hui près de 44 % du budget de l'Etat, soit environ 120 Mds d'euros

**C'est dans ce contexte que s'inscrit la réforme de l'Etat !!**



# Un processus inachevé

- **Les réformes engagées montrent des limites**
  - Les simplifications ne portent que sur une faible part des procédures actuelles ;
  - La montée en puissance de l'administration électronique ne s'accompagne pas d'une restructuration efficace des administrations en charge des missions dématérialisées ;
- **Le fonctionnement de l'appareil administratif demeure lourd et bureaucratique**
  - La prolifération des structures publiques
  - L'empilement des politiques publiques

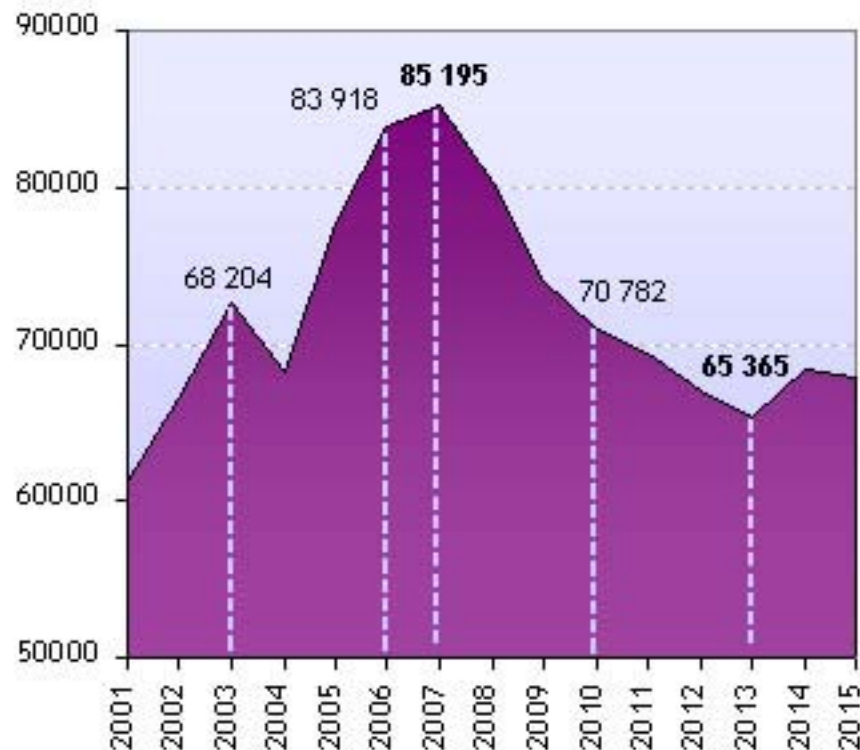
# **La Révision Générale des Politiques Publiques : la solution miracle ?**

# Un contexte favorable

- **Une vague massive de départ à la retraite des fonctionnaires**

- Le départ à la retraite de plus d'un tiers des fonctionnaires d'ici 2015 représente l'opportunité historique de réexaminer en profondeur l'organisation et le fonctionnement de l'administration.
- En 2008, 22 791 suppressions nettes de postes « équivalents temps plein ») seront réalisées dans les ministères. Ce résultat correspond à l'objectif du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Départs à la retraite des agents civils et militaires de la fonction publique



Source : Projet de loi de finances pour 2006, d'après données Minefi

# Quels scénarii de transformation de l'action publique ?

- **Rationalisation des structures**

- Au niveau central. Suppression d'une trentaine de structures
- Au niveau local. Regroupement des structures de l'État en huit directions qui intégreront les établissements publics nationaux sous tutelle
- Au niveau départemental. Réorganisation des fonctionnaires par politique publique et non plus par logique administrative

# Quels scénarii de transformation de l'action publique ?

- **Rationalisation des processus**

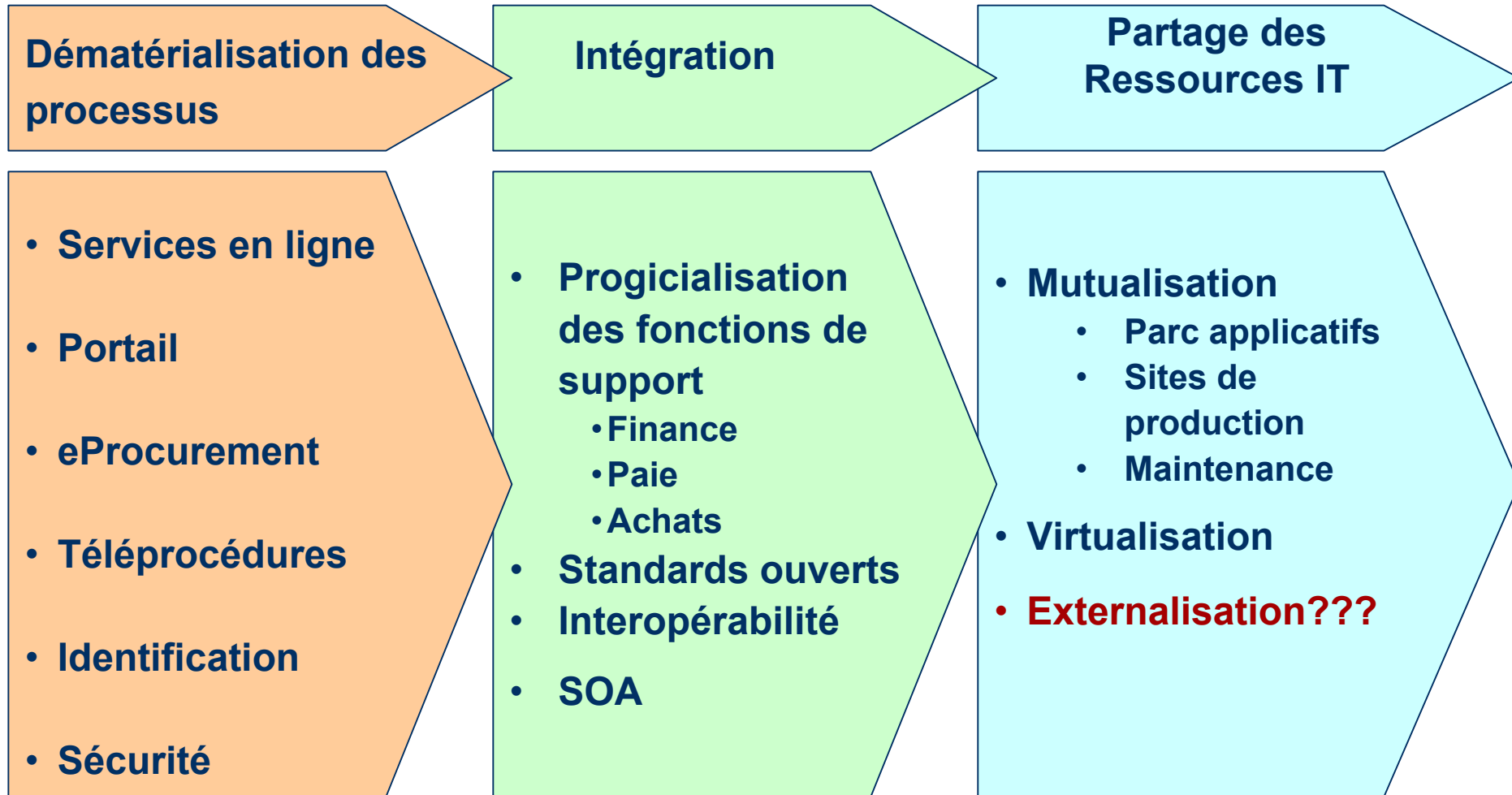
- Un guichet fiscal unique : création de la direction générale des finances publiques né de la fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique
- Sécurité : mise sous la même autorité des deux forces de sécurité – Police et Gendarmerie
- Un guichet unique emploi - fusion de l'ANPE – UNEDIC

- **Rationalisation des fonctions transverses**

- Finance - Chorus
- Paie – Opérateur National de paie
- Achats – Lancement de la Mission interministérielle France achats (MIFA)

## **Quel impact sur le recours à l'informatique ?**

# Le recours à l'informatique des administrations publiques va changer de nature



# Le « courage » politique sera le premier facteur du développement du marché de l'externalisation

## Chiffres clés

- Montant des investissements en infogérance sur les 3 marchés : **470 M€**
  - Ministères 58% - EPN 23% - Collectivités 19%
- Nombre de contrats actifs d'infogérance : 530
- Nombre d'appels d'offre par an : **entre 130 et 170**
- La durée des contrats est de **3 ou 4 ans** en moyenne

## Les contrats d'infogérance

- Des contrats d'infogérance sélective à quelques exceptions près
- Une grande variabilité des stratégies d'infogérance
  - De **1 à 100 contrats** suivant les ministères
  - De **4 à 10 contrats** suivant les EPN
  - De **1 à 2 contrats** pour les collectivités qui font de l'infogérance (60%)
- **80%** du marché des Ministères sur la TMA
- **50%** des collectivités utilisent ou vont utiliser des services mutualisés
- **60%** des collectivités font héberger au moins un logiciel chez un prestataire

# Merci !



**Anne Marie ABISSEGUE**  
**Research Manager**  
IDC France

LD : 01 55 39 61 10  
aabissegue@idc.com

[www.idc.fr](http://www.idc.fr)

